Séance publique du 10 mai 2004

Délibération n° 2004-1845

commission principale :

objet : **Compte rendu des décisions prises par monsieur le président et messieurs les vice-présidents en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 3 mars 2003**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des affaires juridiques et de la commande publique

Le Conseil,

Vu le rapport du 21 avril 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Il est rendu compte au Conseil des décisions suivantes prises par monsieur le président ou mesdames et messieurs les vice-présidents, en application de la délibération en date du 3 mars 2003.

N° dossier	Nom des parties	Motif de l'instance	Position Communauté urbaine
920636RC113	copropriété résidence Les Longes à Saint Priest	appel du jugement du tribunal administratif de Lyon condamnant la Communauté urbaine à indemniser la compagnie La Lutèce et la copropriété	demanderesse en cours
95RC050	Aurant Yvette	requête introductive d'appel déposée devant la Cour d'appel administrative de Lyon en vue d'obtenir l'annulation du jugement du tribunal administratif de Lyon du 14 septembre 1999 qui rejetait la demande de Mme Aurant considérant que les défauts rapportés n'étaient pas suffisamment importants pour caractériser le défaut d'entretien. Arrêt rendu par la Cour d'appel administrative le 25 juin 2003 confirme le jugement du tribunal administratif de Lyon.	défenderesse favorable
1999DC014	SNC Descombas	assignation devant le tribunal de grande instance de Lyon de la SNC Descombas aux fins de restitution d'une partie de l'indemnité d'éviction versée suite au jugement rendu par le Tribunal de grande instance le 25 novembre 1999, du fait de sa réinstallation à proximité immédiate du précédent local commercial qu'elle occupait 83, rue de la République à Meyzieu.	demanderesse en cours

1999DC023	Association syndicale du lotissement des Balmes	requête en condamnation, en date du 13 juillet 1999 déposée devant le Tribunal administratif, de la SERL et de la Communauté urbaine à effectuer les travaux de confortement suite à éboulements du talus du lotissement survenus en 1983 et 1993 et à en supporter l'intégralité du coût et en condamnation au titre de l'article L 8-1 du CTACCA à 20 000 F.	défenderesse en cours
1999DC107	Pinatton Marcelle	requête au fond déposée devant le Tribunal administratif le 7 mai 2002 en indemnisation des conséquences dommageables de la chute intervenue le 21 janvier 1999 rue d'Algérie à Lyon 1er sur une barre métallique présente sur la chaussée pour défaut d'entretien normal de l'ouvrage public.	défenderesse en cours
1999DC108	Goiffon Jeanne-Marie	requête présentée devant le Tribunal administratif le 18 décembre 2001 en réparation du préjudice subi lors de l'accident de la circulation survenu le 9 novembre 1999 à Collonges au Mont d'Or en raison de la mauvaise signalisation d'une avancée de trottoir. Jugement rendu par le Tribunal administratif le 8 avril 2003 condamne la Communauté urbaine à réparer la moitié du préjudice en raison de l'inattention commise par madame Goiffon.	défenderesse clos défavorable
2000DC118	SARL Sandwich' Charlemagne	appel formé par la SARL Sandwich' Charlemagne de l'ordonnance de référé rendue le 3 janvier 2000 par le tribunal de grande instance de Lyon ayant constaté la résiliation de plein droit de son bail commercial et ordonné son expulsion du local occupé situé 1, cours Charlemagne à Lyon 2°.	défenderesse favorable
2000DC001	Bouarfa Mohamed	assignation devant le tribunal de grande instance de Lyon de monsieur Bouarfa aux fins de constater le transfert judiciaire de propriété au bénéfice de la Communauté urbaine, du bien immobilier situé 11, route de Lyon à Chassieu.	demanderesse en cours
2000DC004	Begueg Yassine	recours en indemnité formé par monsieur Begueg devant le tribunal administratif de Lyon aux fins d'obtenir le versement de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi du fait de son licenciement illégal.	défenderesse clos favorable
2000DC005	Drai	requête devant le Tribunal administratif tendant à obtenir l'annulation de l'arrêté de préemption du 25 juin 1999 portant sur un ensemble immobilier situé 55, rue Lacassagne à Lyon 3°.	défenderesse clos favorable

2000DC011	Kordek	requête devant la Cour d'appel administrative tendant à obtenir l'annulation du jugement du Tribunal administratif du 11 mars 1997 en tant qu'il avait rejeté la demande d'annulation de la décision de préemption prise par le président de la Communauté urbaine portant sur un terrain situé chemin de Maintenu à Saint Germain au Mont d'Or.	défenderesse clos défavorable
2000DC 018	Molas	requête en date du 8 février 1996 déposée devant la cour d'appel administrative de Lyon tendant à obtenir l'annulation du jugement du Tribunal administratif du 27 septembre 1995 en tant qu'il avait rejeté la demande d'annulation de l'arrêté de préemption du 12 décembre 1994 portant sur un terrain situé 123, rue Francis de Pressensé à Vénissieux.	défenderesse clos favorable
2000DC 021	association diocésaine de Lyon	requête de la Communauté urbaine déposée le 27 septembre 2001 devant la Cour d'appel administrative aux fins d'appel du jugement rendu le 10 juillet 2001 ayant annulé l'arrêté de préemption de la Communauté urbaine du 17 mai 1999 portant sur un immeuble bâti situé 51, rue Philippe Gay à Bron et appartenant à l'association diocésaine de Lyon.	demanderesse en cours
2000DC031	Mme Faure	requête tendant à obtenir l'annulation de l'arrêté du maire de Villeurbanne du 2 juin 2000 valant permis de démolir octroyé à la Communauté urbaine pour la démolition de bâtiments situés sur une parcelle située 6, avenue Marc Sangnier à Villeurbanne, nécessaire à l'élargissement de la rue précitée.	défenderesse clos favorable désistement
2000DC071	France Télécom	requête de France Telecom en appel déposée le 18 décembre 2000 devant la cour administrative d'appel de Lyon en vue d'obtenir l'annulation du jugement du Tribunal administratif du 3 octobre 2000 par lequel le Tribunal administratif a rejeté sa demande tendant à la condamnation de la Communauté urbaine à l'indemniser des frais de déplacement de ses ouvrages souterrains implantés dans le sol de la rue Garibaldi ; France télécom soutient que c'est seulement la plantation d'arbres sur le côté "est" de la rue Garibaldi qui a été la cause déterminante exclusive du déplacement des réseaux.	défenderesse en cours
2000DC017	Meilland Richardier roses nouvelles	appel du jugement du tribunal administratif de Lyon rejetant le recours indemnitaire formé par la société Meilland Richardier roses nouvelles à l'encontre de la Communauté urbaine, maître d'ouvrage des travaux de réaménagement de la rue Dupéret à Tassin la Demi Lune.	défenderesse en cours

2000DC038	Lasseron	requête en appel déposée devant la cour d'appel administrative le 7 avril 2003 afin de voir réformer le jugement rendu le 26 janvier 2002 comportant une erreur de calcul dans l'imputation des pourcentages de responsabilité	défenderesse en cours
2000DC070	société Deviq Rhône-Alpes	requête devant le Tribunal administratif en annulation du commandement de payer n° 1999-550429 émis pour le versement au Grand Lyon d'une participation d'urbanisme de 309 000 F relative au lotissement du parc des Taillis situé à Corbas.	défenderesse clos défavorable
2000DC090	Gayet Roger	recours en indemnité devant le tribunal administratif de Lyon aux fins de voir condamner la Communauté urbaine et la commune d'Oullins pour préjudice suite à l'implantation d'un abri-bus.	défenderesse en cours
2000DC105	Charvet Didier	recours en indemnité devant le tribunal administratif de Lyon formé par monsieur Didier Charvet contre le Sytral et la Communauté urbaine suite à la construction du tramway, avenue Berthelot à Lyon 7°	défenderesse en cours
2000DC111	Midas France	recours en indemnité devant le tribunal administratif de Lyon formé par la société Midas France contre la Communauté urbaine, suite aux travaux de recalibrage de la rue Marietton à Lyon 9°.	défenderesse en cours
2000DC135	François Payebien	déferé préfectoral devant le Tribunal administratif en date du 8 décembre 2000 à l'encontre d'un arrêté du président du 24 octobre 2000 portant détachement de monsieur François Payebien, attaché d'administration centrale dans le grade d'ingénieur subdivisionnaire.	défenderesse clos - sans suite
2001DC011	Vaissière Favre et consorts Marselli	assignation au fond devant le Tribunal de grande instance en date du 10 juillet 2003 délivrée notamment à l'encontre de la Communauté urbaine aux fins d'obtenir réparation du préjudice subi lors de l'effondrement d'un mur mitoyen sur les caravanes leur appartenant.	défenderesse en cours
2001DC073	Préfet du Rhône c/ William Six	requête devant le Tribunal administratif ayant pour objet l'annulation de l'arrêté du président en date du 11 février 2000 qui renouvelait le détachement de monsieur William Six, attaché d'administration centrale à la Caisse des dépôts et consignations, dans le grade d'ingénieur subdivisionnaire.	défenderesse clos défavorable

2001DC100	Epoux Lixon	recours en tierce opposition devant la cour administrative d'appel de Lyon à l'encontre d'un arrêt de la Cour en date du 2 mai 2001 annulant un arrêté du maire de Rillieux la Pape du 2 mars 1995 refusant une demande de lotissement et déclarant illégale par voie d'exception l'arrêté inter-préfectoral du 13 septembre et 7 octobre 1976 interdisant les constructions dans le périmètre de protection rapproché des captages d'eau potable de Crépieux Charmy.	demanderesse en cours
2001DC100	Epoux Lixon	intervention dans le cadre du pourvoi en cassation de la commune de Rillieux la Pape contre un arrêt de la cour en date du 2 mai 2001 annulant un arrêté du maire de Rillieux la Pape du 2 mars 1995 refusant une demande de lotissement et déclarant illégale par voie d'exception l'arrêté inter-préfectoral du 13 septembre et 7 octobre 1976 interdisant les constructions dans le périmètre de protection rapproché des captages d'eau potable de Crépieux Charmy.	demanderesse en cours
2001DC035	Debiais Jean-Pierre	requête déposée devant le Tribunal administratif le 9 juillet 2003 aux fins d'obtenir indemnisation d'un préjudice moral général par un harcèlement moral et réintégration dans un poste de travail différent	défenderesse en cours
2001DC052	Ravot Serge	requête déposée devant le Tribunal administratif le 26 mars 2001 pour discrimination professionnelle d'avancement.	défenderesse en cours
2001DC065	Gallion Stève	Requête en annulation déposée devant le Tribunal administratif le 31 mai 2001 contre un arrêté du 4 avril 2001 par lequel le président de la Communauté urbaine l'a radié des cadres à compter du 30 janvier 2001.	défenderesse en cours
2001DC117	Kerouani	requête en annulation déposée devant le Tribunal administratif le 16 août 2001 contre un arrêté en date du 21 juin 2001 par lequel le président de la Communauté urbaine l'a placé en congé de maladie de longue durée du 30 mai 2001 au 29 mai 2002 à plein traitement.	défenderesse en cours
2001DC160	société Sonacotra	requête en annulation déposée par la société Sonacotra à l'encontre de l'arrêté de préemption du 27 septembre 2001 portant sur un bien situé 21, rue Lalande Lyon 6° et appartenant à la SNCF en invoquant le défaut de motivation de l'arrêté.	défenderesse clos favorable désistement

2001DC163	M. Riboulon	requête déposée le 16 novembre 2001 devant le Tribunal administratif tendant à l'annulation de l'arrêté de préemption du 11 juillet 2001 portant sur un immeuble situé 3, rue Grenette à Lyon 2° appartenant aux conjoints Servan au motif qu'il n'était pas suffisamment motivé. Le requérant demande également que le TA donne injonction à la Communauté urbaine de saisir dans le délai de 2 mois à compter de la notification du jugement à intervenir le TGI pour constater et prononcer la nullité de la vente.	défenderesse en cours
2001DC131	Christian Barthélémy c/ Communauté urbaine	requête en annulation devant le Tribunal administratif en date du 3 octobre 2001 à l'encontre de la délibération n° 2001-0160 du 23 juillet 2001 relative à la taxe professionnelle unique et à la dotation de solidarité communautaire.	défenderesse clos favorable
2001DC166	Caclamano (société Infovision)	recours en indemnité devant le Tribunal administratif formé par monsieur Dimitri Caclamano contre la Communauté urbaine suite aux travaux de recalibrage de la rue Marietton à Lyon 9°.	défenderesse en cours
2001DC051	Kohler Simone	requête déposée devant le Tribunal administratif le 23 mars 2001 en indemnisation des conséquences dommageables du préjudice subi lors de sa chute occasionnée par la présence d'un soupirail de cave intégré verticalement dans la marche donnant accès à ce local. Jugement rendu par le Tribunal administratif le 2 avril 2003 favorable à la Communauté urbaine dans la mesure où ce soupirail n'est pas considéré comme un ouvrage public même si la marche de support est construite le long d'un trottoir en bordure d'une voie publique.	défenderesse clos favorable
2001DC096	Association Les Riverains de la rue de l'Etoile - Tassin la Demi Lune	recours en annulation déposé le 18 juin 2001 à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision générale du POS en tant que ce plan maintient un emplacement réservé de voirie sur la rue de l'Etoile située à Tassin la Demi Lune.	défenderesse clos non lieu à statuer
2001DC101	M. Mure	requête en annulation déposée le 26 juin 2001 devant le Tribunal administratif à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision générale du POS en ce qu'elle a classé un tènement situé 16, rue d'Ivry à Lyon 4°, dont il est propriétaire, en zone UC.	défenderesse clos non-lieu à statuer

2001DC104	M. Attia	requête déposée par monsieur Attia Joseph le 26 juin 2001 à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 sollicitant du Tribunal administratif une modification du POS en ce qui concerne le classement du secteur longeant l'impasse Million à Villeurbanne en zone UI1a.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC134	M. Venditti	requête déposée par monsieur Venditti, propriétaire de la parcelle n° 27 de la section BB, situé chemin du Pontet à Décines Charpieu à l'encontre du certificat négatif délivré par la Commune le 2 juillet 2001 pour un projet de maison individuelle sur la parcelle susmentionnée et soulève par voie d'exception l'illégalité du POS en tant qu'il classe en zone NAL2 le terrain susvisé.	défendresse en cours
2001DC139	Epoux Colay	requête déposée le 20 septembre 2001 par messieurs et madame Joseph Colay sollicitant l'annulation de la délibération du 26 février 2001 ayant approuvé la révision générale du POS en tant qu'elle prévoit un emplacement réservé de voirie sur une parcelle dont ils sont propriétaires, cadastrée AE 100 et située 13, impasse des Bouleaux à Craponne.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC150	Pascal Colay	requête du 27 septembre 2001 déposée par monsieur Colay sollicitant l'annulation de la délibération du 26 février 2001 ayant approuvé la révision générale du POS pour erreur manifeste d'appréciation, en tant qu'elle a classé deux parcelles de terrains cadastrées sous les références AE 50 et 102, situées impasse des Bouleaux à Craponne, en zones ND1 et NA2.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC138	Piera Promotion	requête déposée le 8 octobre 2001 devant le Tribunal administratif par la société Piera Promotion tendant à l'annulation de la délibération du conseil de la Communauté du 26 février 2001 portant approbation de la révision générale du POS, en tant que ladite délibération classe les parcelles de terrain dont elle est propriétaire, situées lieu-dit Bel air à Francheville en zone UI1.	défenderesse clos non-lieu à statuer

2001DC149	association Ecologie solidarité citoyenneté à Tassin la Demi Lune	requête déposée le 13 novembre 2001 par l'association Ecologie solidarité citoyenneté afin d'obtenir l'annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision générale du POS au motif que cette délibération prévoit la création d'emplacements réservés pour la réalisation, d'une part, d'une voirie nouvelle et, d'autre part, d'un parc de stationnement au sein de la ZAC du Centre à Tassin la Demi Lune, la suppression de certaines protections d'espaces boisés classés et l'institution d'un périmètre d'étude du projet de voirie de contournement de Saint Genis les Ollières sur le plateau de Meginand.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC173	Lamanthe Marie-Alice	requête en indemnisation déposée devant le Tribunal administratif le 17 décembre 2001 en vue d'obtenir réparation du préjudice subi lors de sa chute le 21 février 2000 sur un objet qui se trouvait sur le parc de stationnement d'un immeuble dont la Communauté urbaine aurait la charge de l'entretien. Jugement du TA en date du 5/11/2003. Rejet de la requête.	défenderesse clos favorable
2001DC053	Mendes Antonio	requête en indemnisation déposée devant le Tribunal administratif en indemnisation du préjudice subi lors du passage de son véhicule dans une excavation chemin de la Citadelle à Saint Genis Laval en raison du défaut d'entretien normal de l'ouvrage public. Rejet de la requête par jugement du Tribunal administratif du 27 mars 2002. Les époux Mendès interjettent appel de cette décision par mémoire du 20 juin 2002.	défenderesse en cours
2001DC064	Vaux en Velin c/ Communauté urbaine	requête en annulation devant le Tribunal administratif à l'encontre de la délibération n° 2000-6122 du 18 décembre 2000 ayant pour objet l'application de la loi du 12 juillet 1999 dite loi Chevènement à la Communauté urbaine.	défenderesse clos désistement de la commune de Vaux en Velin
2001DC055	Flèche Robert	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme et pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone URP de la propriété du requérant située à Fontaines sur Saône.	défenderesse en cours non-lieu à statuer

2001DC054	Union contre la zone de protection des espaces naturels sensibles	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine, pour vice de forme pour incompatibilité avec le SDAL pour erreur manifeste d'appréciation et pour détournement de pouvoir du fait du classement de parcelles en zone ND au sud de Sainte Foy lès Lyon.	défenderesse en cours non-lieu à statuer
2001DC056	société Auchan et Immochan	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme et pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone UX de quatre sites d'implantation de la société Auchan sur le territoire communautaire.	défenderesse en cours non-lieu à statuer
2001DC072	Agam Louis	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation en tant qu'il maintient le classement en zone ND de la propriété du requérant située à Francheville le Haut.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC78	association Sauvsol	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine en ce qu'elle serait contraire aux directives de l'Oream Datar, incompatible avec le SDAL et qu'elle comporterait des erreurs manifestes d'appréciation en matière de zonage applicables aux communes du secteur sud-ouest.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC79	Merle Paul-Antoine	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme, pour erreur manifeste d'appréciation et pour détournement de pouvoir du fait du classement en zone UA2 et ND3a de la propriété du requérant située à Rillieux la Pape, antérieurement classée en UAa et UCb.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC80	Gaud Renée et autres	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme, pour erreur manifeste d'appréciation et pour détournement de pouvoir du fait du classement en zone URa de parcelles précédemment classées en UI impasse des Lilas à Villeurbanne.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001 DC91	Moll José	appel en annulation du jugement du Tribunal administratif du 4 février 2002 annulant la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme.	demanderesse clos défavorable
2001DC91	Moll José	pourvoi en cassation à l'encontre de l'arrêt de la Cour administrative d'appel en date du 14 mars 2002, annulant le jugement du Tribunal administratif en date du 4 février 2002.	défenderesse en cours

2001DC118	société Opsie	recours en annulation à l'encontre d'un permis de construire délivré le 22 juin 2001 par le maire de Craponne dans le PAE approuvé par délibération du conseil de Communauté en date du 4 février 1991 en tant qu'il comportait une participation financière au titre dudit PAE dont la requérante contestait la légalité par voie d'exception.	défenderesse défavorable
2001DC126	association Sevdor	recours en suspension à l'encontre d'un permis de lotir délivré le 25 juillet 2001 par le maire de Curis au Mont d'Or à la société Sefi avec contestation par voie d'exception du POS approuvé le 26 février 2001 au motif qu'il classait en zone NAUE1 et NAUE2 une partie du terrain d'assiette du lotissement situé lieu-dit les Avoraus précédemment classé en zone NC.	défenderesse clos défavorable
2001DC126	commune de Curis au Mont d'Or	pourvoi en cassation à l'encontre de l'ordonnance du Tribunal administratif prononçant la suspension du permis de lotir délivré le 25 juillet 2001 par le maire de Curis au Mont d'Or à la société Sefi avec contestation par voie d'exception du POS approuvé le 26 février 2001 au motif qu'il classait en zone NAUE1 et NAUE2 une partie du terrain d'assiette du lotissement situé lieu-dit Les Avoraus précédemment classé en zone NC.	demanderesse clos défavorable
2001DC126	association Sevdor	recours en annulation à l'encontre d'un permis de lotir délivré le 25 juillet 2001 par le maire de Curis au Mont d'Or à la société Sefi avec contestation par voie d'exception du POS approuvé le 26 février 2001 au motif qu'il classait en zone NAUE1 et NAUE2 une partie du terrain d'assiette du lotissement situé lieu-dit Les Avoraus précédemment classé en zone NC.	défenderesse défavorable
2001DC126	association Sevdor	appel devant la Cour administrative d'appel à l'encontre du jugement du Tribunal administratif en date du 19 novembre 2002 rejetant la demande de l'association concernant un permis de lotir délivré le 25 juillet 2001 par le maire de Curis au Mont d'Or à la société Sefi avec contestation par voie d'exception du POS approuvé le 26 février 2001 au motif qu'il classait en zone NAUE1 et NAUE2 une partie du terrain d'assiette du lotissement situé lieu-dit Les Avoraus précédemment classé en zone NC.	défenderesse en cours
2001DC136	Yves Seux	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour divers motifs concernant des emplacements réservés de voirie, des espaces boisés classés.	défenderesse clos non-lieu à statuer

2001DC058	association de défense des riverains de la route de Saint Bel et du plateau de Méginand	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme et pour erreur manifeste d'appréciation du fait de la prise en compte par le POS du périmètre d'étude de voirie initié par le département du Rhône pour la déviation de Saint Genis les Ollières.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC102	Braiki Abdelkarim	pourvoi devant le Conseil d'Etat contre l'arrêt rendu par la Cour administrative d'appel le 3 décembre 2002 ayant rejeté la requête de la Communauté urbaine.	demanderesse en cours
2001DC016	SARL Compagnie nationale de négoce	appel du jugement rendu par le Tribunal de grande instance le 22 novembre 1990 ayant débouté la Compagnie nationale de négoce de son action dirigée contre la Communauté urbaine visant à obtenir réparation du préjudice subi du fait de la résiliation de son bail commercial.	défenderesse favorable
2001DC132	Colombier Pierre contre Miralles José	assignation devant le Tribunal d'instance de monsieur Miralles aux fins d'obtenir réparation des différents préjudices subis consécutifs à l'agression dont a été victime monsieur Colombier dans l'exercice de ses fonctions.	demanderesse au soutien de monsieur Colombier agent communautaire favorable
2001DC168	Aurionnaux Monique et autres	requêtes devant le Tribunal administratif déposées par 29 agents du CLIP aux fins d'obtenir l'annulation de la décision implicite par laquelle le président de la Communauté urbaine a rejeté leurs demandes tendant à ce que leur soit alloué le bénéfice de la nouvelle bonification indiciaire.	défenderesse favorable
2001DC124	Mazille Gilles	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme, et pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone ND1 de deux parcelles propriétés du requérant situées à Saint Romain au Mont d'Or précédemment classées en UEc.	défenderesse en cours non-lieu à statuer
2001DC130	société Suisse Assurances Générales	recours en annulation contre le permis de construire délivré le 26 juillet 2001 à la société Lumière par le maire de Lyon et recours en exception d'illégalité à l'encontre du POS de la Communauté urbaine approuvé le 26 février 2001 en ce qui concerne le plan masse de la Part-Dieu.	défenderesse en cours non-lieu à statuer

2001DC123	Mantelin Anne-Marie	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme, et pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone ND de plusieurs parcelles propriétés de la requérante situées dans le secteur nord-ouest.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC71	Monnet Chris	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le FOS de la Communauté urbaine pour vice de forme, pour incompatibilité avec le SDAL et pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone NC du terrain du requérant situé à Saint Genis Laval et antérieurement classé en Nba.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC61	association Sevdor	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine aux motifs qu'il serait incompatible avec les directives de l'Oream Datar et avec le SDAL et qu'il comporterait des erreurs manifestes d'appréciation en matière de zonage applicables aux communes du Mont d'Or.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC067	M. Gaston Martin	recours en annulation en date du 16 décembre 2002 à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision du POS communautaire en tant qu'elle supprime le classement de la parcelle CX90 îlot B en espace boisé classé.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC069	Société JBD	recours en annulation déposé le 20 juin 2001 devant le Tribunal administratif à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision du POS communautaire en tant que ce plan fixe un emplacement réservé sur une parcelle de terrain lui appartenant situé rue Paul Cazeneuve à Lyon 8° pour le passage de piétons.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC070	M. Mesnard-Beaudet	recours en annulation déposé le 12 juin 2001 devant le Tribunal administratif à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision générale du POS, pour erreur manifeste d'appréciation, en tant qu'elle a décidé du classement du quartier dit de Grange Blanche situé à Tassin la Demi Lune en zone UD1b.	défenderesse clos non-lieu à statuer

2001DC075	M. Drevon	recours en annulation déposé le 22 juin 2001 à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision du POS pour erreur manifeste d'appréciation en tant qu'elle classe les parcelles n° 21, 24 et partie de la parcelle n° 82 de la section AI à Solaize en zone ND.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC077	M. Jean Riondet	recours en annulation déposé le 20 juin 2001 devant le Tribunal administratif à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision générale du POS, pour erreur manifeste d'appréciation, en tant qu'elle classe en zone NC, leur parcelle cadastrée n° 31 sur le territoire de la commune de Solaize, lieu-dit Chantabeau.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC84	Indivision Allaix Fulchiron	recours en annulation déposé le 19 juin 2001 devant le Tribunal administratif à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision générale du POS en tant qu'elle classe la parcelle BX 55 située rue Georges Gouy à Lyon 7° en terrain urbain cultivé.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC85	M. Morin	recours en annulation déposé par monsieur Morin le 9 juillet 2001 à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision générale du POS, pour erreur manifeste d'appréciation, en tant que ce plan classe en zone NC 2 les parcelles de terrains situées sur le territoire de la commune de Solaize, cadastrées section AT, numéros 107, 115 et 190 et en tant qu'il fixe un emplacement réservé sur lesdites parcelles.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC094	association Les Riverains de la rue JB Clément à Villeurbanne	recours annulation déposé le 18 juin 2001 devant le Tribunal administratif à l'encontre de la délibération du 26 février 2001 approuvant la révision du POS, en tant qu'elle prévoit l'élargissement à 16 mètres de la rue JB Clément, sur le territoire de la commune de Villeurbanne.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC159	Perrin Jean	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone ND2 d'une parcelle propriété du requérant lieu-dit Les Longes à Dardilly.	défenderesse clos non-lieu à statuer

2001DC88	association CEV	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait de la modification de tracé d'un emplacement réservé comportant une plate-forme de retournement, pour l'élargissement du chemin des Pierres plantées à Charbonnières les Bains.	clos non-lieu à statuer
2001DC87	association CEV	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zones NAUD et NAUI d'un ensemble de parcelles situées lieu-dit Le Méridien à Charbonnières les Bains	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC81	association CEV	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement de trois parcelles en zone UE3 secteur de Moncelard à Tassin la Demi Lune.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC89	association CEV	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait de l'instauration d'une marge de recul de 20 mètres de part et d'autre de la RN 7 sur le territoire de Charbonnières les Bains.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC82	association CEV	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait de la suppression EBC et d'espaces végétalisés à préserver sur le territoire de Charbonnières les Bains.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001 DC90	Rischman et autres	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone NAUD2 du site du Méridien à Charbonnières les Bains.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2001DC105	Favre Henry	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone ND d'une partie de sa propriété située à Charbonnières les Bains.	défenderesse clos non-lieu à statuer

2001DC91	Moll José	recours en annulation de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour vice de forme et pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en NC1 d'une parcelle située à Dardilly propriété du requérant.	défenderesse clos défavorable
2001DC099	Michalon Daniel	requête en indemnisation en date du 28 juillet 2001 des conséquences dommageables du préjudice subi lors de l'accident survenu le 5 novembre 1998 suite à un défaut de signalisation de chantier et à la présence d'obstacles non identifiés sur la chaussée.	défenderesse clos désistement
2001DC122	Verrière Paul	requête en indemnisation en date du 27 mars 2002 déposée devant le Tribunal administratif en vue d'obtenir réparation des conséquences dommageables de la chute d'un élément de portail d'un local appartenant à la Communauté urbaine sur M. Verrière le 23 février 2001	défenderesse en cours
2004DC024	Verrière Paul c/ Communauté urbaine	assignation devant le tribunal de grande instance de Lyon en date du 15 mars 2004 à la requête de monsieur Paul Verrière aux fins d'obtenir condamnation de la Communauté urbaine à lui rembourser le montant de ses différents préjudices, suite à la chute d'un élément de portail d'un bien du domaine privé de la Communauté urbaine.	défenderesse en cours
2001DC165	messieurs Buffard et Rondeau	recours en annulation partielle du permis de construire délivré le 8 juillet 1998 par le maire de Neuville sur Saône à la SARL Azur Transactions et transféré par arrêté du 24 septembre 1999 aux requérants en ce qu'il prévoit un assujettissement à la RRE sur une construction réalisée en Vefa.	défenderesse désistement
2001DC170	procureur de la République, parties civiles : Thomas Pierre, Famille Joanny, Famille Bouvier-Banuillon	renvoi devant le Tribunal correctionnel par le juge d'instruction le 10 juillet 2002 de la Communauté urbaine pour la montée des Carmélites, de Djamel Chellali, chauffeur et de Patrick Morel, directeur de société, pour homicide involontaire, blessures involontaires, stationnement et conduite de véhicules dangereux, mise en circulation d'un véhicule non conforme, non-respect d'un arrêté municipal de circulation.	défenderesse en cours
2002DC012	Gauchon et Saez	requête au fond enregistrée au Tribunal administratif le 22 janvier 2002 en réparation du préjudice subi lors d'un accident de la circulation survenu le 9 septembre 1999 à Saint Priest en raison du mauvais fonctionnement des feux de signalisation. Jugement du Tribunal administratif rendu le 8 avril 2003 rejette la requête au motif que des panneaux de signalisation étaient implantés.	défenderesse clos favorable

2002DC057	Burlat Jean	requête introductive d'instance devant le Tribunal administratif en date du 7 juin 2002 aux fins d'obtenir réparation du préjudice subi lors de l'accident du 30 mai 2001 consistant en un choc entre son véhicule et une borne mobile rue Valensaut à Lyon 8°.	défenderesse en cours
2002DC061	Chaperon Armand	requête en indemnisation devant le Tribunal administratif en date du 10 juillet 2002 aux fins d'obtenir réparation des conséquences d'une chute de moto avenue de la République à Vénissieux suite à la chute d'une branche d'arbre sur le conducteur. Défaut d'entretien de l'ouvrage public.	défenderesse en cours
2002DC070	Giren Karine	requête devant le Tribunal administratif en date du 29 juillet 2002 en indemnisation du préjudice subi par Mlle Giren lors de l'accident survenu le 22 février 2001 sur la borne mobile rue Pizay, pour défaut d'entretien normal d'ouvrage public.	défenderesse en cours
2002DC074	Guittelmacher	requête au fond déposée devant le Tribunal administratif le 12 septembre 2000 en indemnisation du préjudice subi lors de la réalisation de travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Commune et maîtrise d'œuvre de la Communauté urbaine, travaux qui auraient affecté leur maison. Jugement rendu par le Tribunal administratif le 6 mai 2003. Aucune condamnation à l'encontre de la Communauté urbaine.	défenderesse clos favorable
2002DC096	Jacquet Daniel	requête devant le Tribunal administratif le 24 octobre 2002 en indemnisation des conséquences dommageables du préjudice subi lors de la chute sur un trottoir non définitivement réalisé le 21 août 2001 pour défaut d'entretien normal de l'ouvrage public.	défenderesse en cours
2002DC094	Jamen Jean-Luc	requête déposée devant le Tribunal administratif le 26 septembre 2002 par monsieur Jamen en vue d'obtenir condamnation de la Communauté urbaine à réparer les conséquences dommageables de l'accident survenu le 6 janvier 2001 en raison d'une excavation sur la chaussée, ne faisant l'objet d'aucune signalisation particulière.	défenderesse en cours
2002DC002	Maurin Alice	requête en indemnisation déposée devant le Tribunal administratif le 27 décembre 2001 par Mme Maurin en indemnisation du préjudice subi lors de la chute mortelle de son mari dans l'escalier jouxtant le tribunal d'instance de Villeurbanne sur le fondement du défaut d'entretien d'ouvrage public.	défenderesse en cours

2002DC034	Perez Jeanine	requête en indemnisation en date du 18 juin 2003 déposée devant le Tribunal administratif en indemnisation des conséquences dommageables de la chute de Mme Perez place Léon Sublet à Vénissieux dans une excavation à proximité d'un chantier sous maîtrise d'ouvrage communautaire.	défenderesse en cours
2002DC083	Prouty Yvonne	requête en indemnisation en date du 27 mai 2003 déposée devant le Tribunal administratif aux fins d'obtenir réparation du préjudice subi lors de la chute le 14 novembre 2001 du fait de la déformation du revêtement de chaussée auprès de la Communauté urbaine pour défaut d'entretien de l'ouvrage public.	défenderesse en cours
2002DC003	Sanchis Irène	requête introductive d'instance déposée le 27 décembre 2001 devant le Tribunal administratif pour tenter d'obtenir réparation des conséquences de la chute survenue le 13 février 2001 en glissant sur une bouche d'égout à Meyzieu pour défaut d'entretien normal de l'ouvrage public.	défenderesse en cours
2002DC022	Sessin Monique	requête introductive d'instance déposée le 12 mars 2002 devant le Tribunal administratif aux fins d'obtenir réparation des conséquences dommageables de sa chute survenue le 5 octobre 1999 à l'angle de la rue Corneille et de la rue Mazenod en raison d'un trou non signalé dans l'asphalte.	défenderesse en cours
2002DC014	Elbaz Salomon	recours déposé devant le Tribunal administratif le 4 février 2002 en contestation de l'assujettissement à la taxe de raccordement à l'égout. Désistement prononcé par ordonnance du 29 janvier 2003	défenderesse clos désistement
2002DC011	Danthy Claude	requête devant le Tribunal administratif en date du 7 janvier 2002 en annulation pour excès de pouvoir de la délibération n° 2001-0304 concernant le versement d'un fonds de concours à la ville de Lyon pour une subvention à Interpol.	défenderesse en cours
2002DC042	Nardonne Amaury	requête devant le Tribunal administratif en date du 19 février 2002 en annulation de la décision n° 2001-0419 du 21 décembre 2001 approuvant le budget primitif de la Communauté urbaine.	défenderesse en cours

2002DC043	association Canol	requête devant le Tribunal administratif en date du 18 avril 2002 en annulation de la délibération n° 2001-0422 du 21 décembre 2001 ayant pour objet d'approuver un accord cadre conclu entre les partenaires sociaux quant à l'aménagement et à la réduction du temps de travail. Jugement du tribunal administratif du 23 septembre 2003 annule la délibération sus-visée. Appel interjeté par la communauté urbaine de Lyon devant la Cour administrative d'appel le 23 décembre 2003 + requête en sursis à exécution du jugement.	défenderesse en cours
2002DC068	Feasson Martial	requête devant le Tribunal administratif en date du 26 juillet 2002 en vue d'obliger la Communauté urbaine à raccorder leur immeuble au réseau d'assainissement public et de la condamner à lui verser 2 000 € au titre de l'article L 761-1 CJA.	défenderesse en cours
2002DC065	Madame Leclerc c/ Communauté urbaine	requête devant le Tribunal de grande instance en date du 22 juillet 2002 afin de faire constater la voie de fait commise par la Communauté urbaine sur le terrain du demandeur suite à la réalisation d'un arrêt de bus. La requérante demande également à être indemnisée du préjudice subi à hauteur de 12 677,66 €.	défenderesse clos défavorable
2002DC18	Furry Marie-Noëlle et autres	recours en annulation à l'encontre d'un permis de construire délivré le 20 décembre 2001 par le maire de Lyon à la SARL Financière Bonnel, 77, rue Chazières et recours en exception d'illégalité concernant le POS de la Communauté urbaine approuvé le 26 février 2001 en tant qu'il classe le terrain d'assiette de la construction en zone URp.	défenderesse en cours
2002DC59	association J'aime Saint Germain	recours en annulation partielle de la délibération du 26 février 2001 approuvant le POS de la Communauté urbaine pour erreur manifeste d'appréciation du fait du classement en zone UE2 d'une parcelle située chemin du Tilleul à Saint Germain au Mont d'Or précédemment classée en NAe.	défenderesse clos non-lieu à statuer
2002DC64	commune de Pierre Bénite	saisine du Tribunal administratif dans le cadre d'une procédure de péril du 5 juin 2002 à l'encontre d'un immeuble propriété de la Communauté urbaine situé 64, rue Parmentier.	défenderesse clos

2002DC29	association Sevdor et l'association J'aime Saint Germain	recours en annulation à l'encontre de la délibération du conseil de Communauté du 8 juillet 1999 approuvant le plan d'aménagement de zone de la ZAC de la Mendillonne à Saint Germain au Mont d'Or pour des moyens de légalité externe liés à la concertation préalable et à l'enquête publique et des moyens de légalité interne concernant l'étude d'impact, le plan d'occupation des sols qui classe le terrain support de l'opération en zone NA.	défenderesse favorable
2002DC29	association Sevdor et l'association J'aime Saint Germain	appel à l'encontre du jugement du Tribunal administratif du 30 janvier 2002 rejetant la demande de l'association relative à l'annulation de la délibération du conseil de Communauté du 8 juillet 1999 approuvant le plan d'aménagement de zone de la ZAC de la Mendillonne à Saint Germain au Mont d'Or pour des moyens de légalité externe liés à la concertation préalable et à l'enquête publique et des moyens de légalité interne concernant l'étude d'impact, le plan d'occupation des sols qui classe le terrain support de l'opération en zone NA.	défenderesse en cours
2002DC45	Longueville Jeanne	recours indemnitaire suite à un changement du zonage consécutif à l'approbation du POS par délibération du conseil de Communauté du 26 février 2001 en ce qu'il classe en zone UP la propriété de la requérante située rue du 4 août 1789 à Villeurbanne, précédemment classée en URA.	défenderesse en cours
2002DC015	société Sepri	requête de la société Sepri déposée le 25 janvier 2002 devant le Tribunal administratif tendant à l'annulation d'un arrêté de préemption du 25 septembre 2001 portant sur une propriété bâtie située 22, rue Neyrard à Sainte Foy lès Lyon appartenant aux consort Susini au motif qu'il ne respecte pas l'article L 2101 du code de l'urbanisme.	défenderesse en cours
2002DC016	société Solyge	requête de la société Solyge déposée le 12 février 2002 à l'encontre de l'arrêté de préemption en date du 2 décembre 2001 portant sur des terrains situés 29 et 33, rue Rachais à Lyon 7° au motif que cette décision est affectée tant d'illégalité externe que d'illégalité interne.	défenderesse en cours

2002DC021	Clifford David	requête de M. Clifford David déposée le 6 mars 2002 devant le Tribunal administratif aux fins d'annulation de l'arrêté de préemption en date du 20 décembre 2001 portant sur un ténement immobilier situé à Vénissieux 17, avenue Jean Cagne appartenant à la société Sophia au motif que cette décision n'est pas suffisamment motivée et ne répond pas à un projet suffisamment précis.	défenderesse en cours
2002DC062	société NSI	Requête déposée devant le Tribunal administratif par la société NSI aux fins de suspension et d'annulation de l'arrêté de préemption du 30 avril 2002 portant sur un local commercial situé 8, avenue de la Poterie à La Tour de Salvagny au motif que la Communauté urbaine ne justifie d'aucun projet susceptible de motiver l'exercice du droit de préemption.	défenderesse en cours
2002DC63	association Le Grand Champ	requête déposée le 23 avril 2002 par l'association Le Grand Champ devant le Tribunal administratif suite au refus de la Communauté urbaine de faire droit à leur demande d'incorporation d'une partie de la rue du Cerf de Garde et de l'allée du Merle dans le domaine public communautaire.	défenderesse en cours
2002DC073	M. Deboeuf	requête indemnitaire déposée le 6 septembre 2002 par M. Deboeuf sollicitant du Tribunal administratif l'octroi d'une indemnisation pour le préjudice qu'il aurait subi suite aux erreurs commises par la Communauté urbaine en décidant d'une part de péempter un ténement dont il était propriétaire 6 et 8, rue Turbil à Lyon 3° le 1er septembre 1995 et de renoncer par la suite à cette préemption.	défenderesse en cours
2002DC086	Ider Karim	requête en annulation déposée par M. Karim Ider devant le Tribunal administratif à l'encontre de l'arrêté de préemption en date du 8 juillet 2002 portant sur un ténement immobilier situé 14 à 18, route de Lyon à Feyzin et appartenant aux conjoints Rolland en raison du caractère illégal de la motivation de l'arrêté.	défenderesse en cours

2002DC098	SCI Corbas déposée Marché VIF	requête de la SCI Corbas devant le Tribunal administratif tendant à l'annulation de la délibération du 23 septembre 2002 approuvant le projet de cession portant sur le lot n° 1 du Marché Vif au profit de la société Cibévia en raison de l'illégalité de la cession du tènement qui appartiendrait au domaine public de la communauté urbaine de Lyon, de l'erreur manifeste d'appréciation quant au choix de l'offre Cibévia et du caractère irrégulier de l'aide économique que constituerait la cession au profit de Cibévia	défenderesse clos favorable
2002DC098	M. Franc	requête de M. JP Franc devant le Tribunal administratif à l'encontre de la décision du bureau du 8 juillet 2002 approuvant le versement d'une indemnité de rupture anticipée d'un bail emphytéotique au profit de la société Cediv en tant notamment que cette décision constitue une aide économique irrégulière Le requérant invoque également l'illégalité de la délibération du fait de la participation d'un conseiller intéressé à l'affaire.	défenderesse en cours
2002DC104	Begueg Yassine	appel du jugement rendu par le Tribunal administratif le 12 décembre 2001 ayant rejeté sa requête indemnitaire tendant à la condamnation de la Communauté urbaine à lui verser une somme de 352 157,23 €.	défenderesse en cours
2002DC035	Escomel André	requête devant le Tribunal administratif en date du 21 octobre 2002 aux fins d'obtenir l'annulation de l'arrêté du 6 février 2002 par lequel le président de la Communauté urbaine a mis fin à sa disposition auprès du SDIS à compter du 1er février 2002.	défenderesse favorable
2002DC017	Branchet Josette	constitution de partie civile de la Communauté urbaine et de madame Branchet devant le tribunal de grande instance de Lyon aux fins d'obtenir réparation des différents préjudices subis consécutifs au vol avec agression dont a été victime madame Branchet le 6 février 2002 sur le trajet de son travail à son domicile .	demanderesse au soutien de la plainte de madame Branchet agent communautaire mis à la retraite en cours
2002DC006	Agulles Jean-Pierre	requête devant le tribunal administratif de Lyon en date du 9 janvier 2002 aux fins d'obtenir l'annulation de la décision du président de la Communauté urbaine ayant refusé la prise en charge de son arrêt de travail prescrit à compter du 16 février 2000 au titre d'une rechute d'un accident du travail en date du 8 janvier 1997.	défenderesse favorable

2002DC037	Halouani Youcef	requête devant le tribunal administratif de Lyon en date du 15 février 2002 aux fins d'obtenir l'annulation de la décision prise le 23 janvier 2002 par le président de la Communauté urbaine ayant refusé le caractère d'accident de service au malaise dont a été victime M. Halouani le 27 septembre 2001.	défenderesse favorable
2002DC038	Richa Raymond	citation à comparaître devant le tribunal de police à l'audience du 28 juin 2002, de monsieur Richa, à la suite d'un accident corporel de la circulation survenu sur le trajet de son travail à son domicile.	défenderesse au soutien de M. Richa agent communautaire clos défavorable
2002DC092	Sassi Mohamed	assignation au fond devant le tribunal d'instance de Villeurbanne aux fins de voir constater la résiliation de la convention d'occupation précaire conclue entre la SERL et M. Sassi aux droits de laquelle vient la Communauté urbaine et ordonner l'expulsion de M. Sassi des locaux qu'il occupe 124, boulevard du 11 novembre 1918 à Villeurbanne	demanderesse défavorable
2002DC092	Sassi Mohamed	appel par la Communauté urbaine du jugement rendu le 22 mai 2003 par le tribunal d'instance de Lyon l'ayant débouté de ses demandes.	demanderesse en cours
2002DC077	Dumortier Jean-Serge	requêtes devant le tribunal administratif de Lyon en date des 6 août et 17 octobre 2002 aux fins d'obtenir l'annulation de la décision du 22 mai 2002 par laquelle le président de la Communauté urbaine a mis fin à son détachement sur l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint et de l'arrêté du 21 août 2001 par lequel il a été radié des cadres.	défenderesse clos favorable
2002DC088	Canizarez Vincent	requête devant le Tribunal administratif en date du 11 septembre 2002 aux fins de révision de sa rémunération pour le retard apporté dans le traitement de son dossier suite à sa mise en congé longue maladie.	défenderesse favorable
	région Rhône-Alpes - SCOP L'Avenir - Pitance - Rhôdanienne de carrelage - Les Carreleurs de Lyon - madame Geneviève Salagnac	appel de madame Geneviève Salagnac devant la cour administrative d'appel de Lyon contre le jugement rendu le 10 mai 2001 par le Tribunal administratif qui l'a condamnée pour réparation des désordres consécutifs aux travaux d'extension du lycée d'enseignement professionnel La Martinière à Lyon 9°.	défenderesse en cours

	<p>Louis Pierre, sociétés EEG-Simecsol, Veritas et l'Elan Immobilier</p> <p>Gaz de France société concessionnaire du BPNL</p>	<p>requête de la Communauté urbaine devant le Tribunal administratif afin d'obtenir la condamnation solidaire de monsieur Pierre Louis, architecte DPLG, de la société EEG - Simecsol, du bureau Veritas et de la société l'Elan Immobilier en raison des désordres affectant la toiture du gymnase du collège du Tonkin à Villeurbanne.</p> <p>adhésion à l'acte de désistement pur et simple de la société concessionnaire du BPNL suite à l'acquiescement de la condamnation de cette dernière à réparer le préjudice subi par Gaz de France du fait de l'arrêt du poste de détente Caluire-Demouchy et de son adaptation aux risques encourus du fait de la construction du tunnel sur le boulevard périphérique nord de Lyon.</p>	<p>demanderesse en cours</p> <p>défenderesse clos favorable</p>
--	---	--	---

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération en date du 3 mars 2003 ;

DELIBERE

Prend acte du compte-rendu des décisions citées et prises en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération en date du 3 mars 2003.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,